

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Allemagne/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec M. Sigmar
Gabriel - Russie - Syrie -
République démocratique du Congo
- République centrafricaine
(Paris, 22 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Allemagne - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Sigmar Gabriel (Paris, 23 juin 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, recevra le 23 juin M. Sigmar Gabriel, ministre allemand des affaires étrangères.

Les ministres travailleront à la préparation du conseil des ministres franco-allemand, qui se tiendra le 13 juillet en France. Ils feront également le point sur l'actualité européenne et internationale, dans le contexte du conseil européen des 22 et 23 juin.

M. Jean-Yves Le Drian a effectué son premier déplacement à l'étranger à Berlin le 22 mai.

2 - Russie

Q - Votre réponse d'hier sur un éventuel allègement des sanctions européennes envers la Russie pour faciliter le dialogue avec Moscou laisse planer le doute sur votre position. Peut-on considérer qu'il y ait une réflexion de la position française sur l'efficacité des sanctions européennes envers la Russie ?

R - Les sanctions économiques adoptées par l'Union européenne à l'encontre de la Russie sont liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk.

Le président de la République et la chancelière allemande en présenteront le bilan à l'occasion du conseil européen des 22 et 23 juin.

Il s'agit d'une réflexion qui doit être menée en étroite coordination avec l'Allemagne, avec laquelle nous travaillons dans le cadre du «format Normandie», et avec l'ensemble de nos

partenaires européens.

Q - Pouvez-vous commenter l'incident avec le chef de délégation de Rosoboronexport, attaqué à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) à son retour du salon du Bourget ? Est-ce que le MAE a reçu une note diplomatique de l'ambassade russe ? Qu'envisagez-vous de faire ?

R - Nous déplorons cet incident sur lequel une enquête a été immédiatement diligentée. Les autorités russes seront tenues informées de ses résultats.

3 - Syrie

Q - Considérez-vous que les pourparlers inter syriens à Genève restent le meilleur cadre pour trouver une solution politique ?

R - Dans l'entretien accordé ce matin à plusieurs quotidiens européens, le président de la République a affirmé sa conviction «qu'il faut une feuille de route diplomatique et politique» et qu'«on ne règlera pas la question uniquement avec un dispositif militaire».

Dans ce contexte, la France est convaincue que la mise en place d'une transition démocratique négociée est indispensable pour mettre un terme au conflit syrien, vaincre le terrorisme et assurer le retour volontaire et durable des réfugiés et des déplacés internes.

Les négociations inter-syriennes à Genève constituent le cadre pour aboutir à une solution politique conforme à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et au communiqué de Genève. Nous réitérons notre plein soutien à la médiation menée par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

Q - Le président et le ministre ont évoqué une ligne rouge sur l'humanitaire en Syrie. Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ? Que va-t-on faire pour faire respecter cette ligne rouge ? A-t-on posé des exigences et un calendrier aux Russes ?

R - Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que la Russie «puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire».

Pour la France, l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin et sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité. Dans ses discussions avec ses partenaires et au sein des instances des Nations unies, y compris au conseil de sécurité, la France oeuvre de manière constante pour parvenir à cet objectif.

Q - Le conseil civil de Raqqa se plaint que la préparation pour l'après État-islamique est insuffisante et que cela risque d'exacerber les tensions entre communauté. Il se plaint aussi que

la coalition n'a en rien contribué financièrement pour préparer la reconstruction de la ville/région et pour aider les habitants déplacés. Vu votre rôle sur le terrain êtes-vous satisfait de ce qui se passe sur le volet non militaire à Raqqa ?

R - Comme la protection des populations civiles, l'assistance humanitaire est une nécessité prise en compte par les membres de la coalition internationale contre Daech.

La gouvernance des zones libérées de Daech est une priorité.

En concertation avec ses partenaires de la coalition internationale contre Daech, la France est engagée dans la libération des territoires tenus par l'organisation terroriste, notamment la ville de Raqqa. Elle travaille avec eux à préparer la phase de stabilisation qui suivra la libération de ces territoires, dans le respect des aspirations des populations locales et en lien avec elles, et en veillant à prendre en compte l'ensemble de leurs besoins.

4 - République démocratique du Congo

Q - Pouvez-vous confirmer que le groupe Europe au conseil des droits de l'Homme retire sa proposition de mission d'enquête indépendante et se range derrière la proposition du groupe Afrique dont le principe est de laisser au gouvernement congolais la direction des enquêtes sur les massacres dont il est lui-même en partie accusé ? Qu'est-ce qui a amené à cette décision ? Que répondez-vous à un officiel onusien qui dit que l'annonce d'une enquête indépendante aurait pourtant pu à elle seule mettre un terme aux massacres ? Est-ce que cela signifie que vous remettez en cause les affirmations du haut-commissariat quand il pointe la responsabilité des autorités dans certains des massacres en cours au Kasai, l'insuffisance des enquêtes congolaises, les obstructions aux enquêtes onusiennes ? Comment réagissez-vous aux enquêtes publiées par RFI qui montrent que certains des officiers de l'armée congolaise déployés dans le Grand Kasai sont déjà accusés de massacres dans l'est du Congo ? (l'un d'eux est d'ailleurs sous sanctions de l'Union européenne, un autre était dans la collimateur de la justice militaire congolaise dans le cadre d'une enquête qui avait déjà reçu l'appui technique de l'ONU).

R - Comme nous l'avons indiqué hier, la France est préoccupée par les graves violations des droits de l'Homme perpétrées dans les Kasai depuis l'été 2016. Il est impératif que toute la lumière soit faite sur ces exactions.

Dans ce contexte, nous estimons nécessaire la mise en place d'une enquête par le conseil des droits de l'Homme des Nations unies, en coopération avec les autorités congolaises.

Avec ses partenaires européens, la France travaille à Genève pour atteindre cet objectif et permettre l'envoi d'une équipe d'experts internationaux.

5 - République centrafricaine

Q - Suite à votre réponse hier sur la MINUSCA, peut-on en conclure que la France ne pense pas que la mission onusienne agit fermement dans la mise en oeuvre de son mandat de protection des populations civiles ?

R - La France salue l'action de la MINUSCA, qui paie un lourd tribut pour la protection des populations civiles en République centrafricaine.

Pour accomplir sa mission, elle dispose d'un mandat solide. La France l'encourage à continuer à le mettre pleinement en oeuvre.

Nous soutenons le renforcement des moyens de la mission et venons à cet effet de déployer une unité de 7 drones au sein de la MINUSCA.

M. Jean-Yves Le Drian s'exprimant devant la presse avec son homologue allemand demain en fin de matinée à l'issue de leur entretien conjoint, il n'y aura pas de point de presse du porte-parole adjoint./.